



TOUTE L'ÉQUIPE D'AVENIR

VOUS SOUHAITE DE JOYEUSES FÊTES DE FIN D'ANNÉE



Un année encore riche en évènements
qui se termine.... !



Et ! Une nouvelle année qui commencera par :



Une Journée Associative sur :

**« Accompagner et financer les installations en
agriculture paysanne :
débatte et alimenter les pratiques d'AVENIR »**

Le 14 janvier 2012 vers Lillers



Portrait d'un paysan. « Dominique Cresson »

Héliculteur en devenir proche.



« Après presque trente années passées sur les routes en tant que commercial (en bâtiment), je voulais me poser, m'épanouir dans ma vie familiale et dans une autre vie professionnelle proche de la nature.

J'ai eu le besoin et l'envie de créer.

A presque 50 ans je me suis remis en question, après de longues discussions et réflexions avec Nathalie (mon épouse) j'ai pris la décision de vivre du travail de la terre et de ma production. »

La famille est donc partie s'installer à la campagne, dans les sept Vallées, il y a cinq ans. Depuis, les idées de projets n'ont pas manqué mais c'est sur la production d'escargots que Dominique s'est arrêté : « L'idée d'un élevage d'escargots est présente dans mon esprit depuis des années, cela me vient des vacances passées chez ma grand mère maternelle, elle faisait son propre petit élevage de « petits gris ».

A partir de ce moment là, Dominique a commencé à rencontrer des héliculteurs, à faire des petits stages chez eux et une semaine d'initiation dans un CFPPA. Il a aussi participé au stage de l'Envie au Projet de l'AFIP et a rencontré AVENIR.

Toutes ces démarches, lui ont fait prendre conscience qu'une formation plus poussée en héliculture lui était nécessaire. Il a donc suivi un BPREA AU CFPPA de Chateaufarine durant l'hiver 2010/2011. Dans le même temps, lui et sa famille effectuent les premiers aménagements pour le démarrage de la production dès 2011.

« Le démarrage du projet a pu se faire grâce à ma femme qui est partie prenante à 100%, et grâce à mon frère qui nous aide depuis le départ pour les travaux d'aménagement du site. J'ai aussi la chance d'être épaulé par un ami agriculteur et d'autres amis, sans oublier le soutien des élus de la commune, dont Monsieur Michel Mas-sard maire de la commune. »

Dominique est entré dans la couveuse d'activité d'A Petits Pas en fin d'été 2011 afin de commercialiser ses premiers produits (en direct : sur les marchés, à des restaurateurs etc.). Ces derniers sont transformés dans la cuisine communale, en attendant de construire son propre laboratoire.

Dominique souhaite diversifier ses activités et ouvrir sa ferme : visite et animations pédagogiques sur la ferme, soirée dégustation en soirée estivale. Il a donc commencé un cycle de formation de huit jours organisé par Accueil Pay-san.



Vie associative

Week-end agricole :

le groupe Douaisis nous fait manger paysan, danser paysan et devenir paysan !

Plus de cent convives sont venus se régaler et se dépenser sur le « dance floor (!) » à la ferme de Mathieu Lancry le 1er octobre dernier. Au menu, un repas concocté et servi par les élèves de l'école d'hôtellerie-restauration INSTEP, à partir des produits des paysans du groupe local Douaisis : légumes de Mathieu Lancry et de Benoit et Nicolas Slazowski, charcuteries de Pierre et Chantal Smith, poules de Frédéric Dessey, tartes et fromages de Hugues Dewalle. Le groupe folk Pirlouette a très bien animé cette soirée, comme le prouve la photo :



Tout le groupe Douaisis (comprenant les personnes ci-dessus et des porteurs de projet) s'affairait depuis une petite année pour préparer cet événement qui comportait aussi de nombreuses animations : tombola avec questions sur l'agriculture, porteur de parole, mini-film, contes musicaux....

Le week-end s'est achevé par un marché paysan le dimanche matin, toujours chez Mathieu Lancry. Nous y avons eu des visiteurs moins nombreux qu'au repas de la veille. Parmi eux, quelques élus ont bien pris le temps de faire le tour des stands et de discuter avec nous : Martine Filleul, 3ème vice-présidente du Conseil Général du Nord, Charles Beauchamps, conseiller général du canton d'Arleux, et Madame Lepoivre, maire de l'Ecluse.

Il semble que le groupe soit partant pour renouveler ce type d'expérience l'année prochaine.

En attendant, ils vont se recentrer sur une autre activité qui leur est chère : accompagnement collectif des porteurs de projet du groupe.

Journée associative du 14 janvier 2012

« Accompagner et financer les installations en agriculture paysanne : débattre et alimenter les pratiques d'AVENIR »

Les journées associatives d'AVENIR ont été créées il y a quelques années pour que les administrateurs et les salariés s'approprient ensemble le projet associatif et approfondissent certains sujets. Très vite, ces journées se sont élargies à un public plus large : porteurs de projet, paysans, AMAPIens etc.

Le thème de la prochaine journée associative est issu des débats qui ont existé et existent au sein de l'association. Son contenu est donc inspiré des discussions qui ont pu avoir lieu au cours de CA, et notamment lors du CA ouvert de préparation de cette journée le 8 novembre dernier à Lille.

Les objectifs sont les suivants :

- Créer du lien entre les personnes impliquées de près ou de loin dans AVENIR,
- S'approprier les activités d'accompagnement et de financement d'AVENIR, les décrire, en définir les limites,
- Débattre, créer, remettre en question.

La journée sera animée par Xavier Lucien, coordinateur de dASA (association d'accompagnement de projet de création en milieu rural en Auvergne). Elle se déroulera près de Lillers.

Des liens entre paysans, futurs paysans...

Chez Sylvie et François DI NUNZIO



Journée échange

Volaille de chair, pain, escargot, bière, miel, plantes médicinales. Voici les différentes productions représentées par les porteurs de projet présents à la journée échange du 23 novembre. Ces derniers ont été accueillis chez Sylvie et François DI NUNZIO, maraichers et apiculteurs. Depuis leur installation en 1999, ils ont également créé de nouvelles activités car ils font chaque semaine pains et pizzas pour leurs clients. Ils insistent beaucoup sur l'autonomie, qu'elle soit en énergie, en intrant, en eau ou en emprunts bancaires.

A la fin de la journée, les participants sont repartis avec de nouvelles questions qui aideront à affiner leur projet ainsi que des réponses à d'autres questions. Ils se souviendront aussi des échanges qu'ont suscité le témoignage de Sylvie et François et les présentations des projets de chacun.

... et citoyens

Des écrevisses ???

Pas facile, pas nombreux, un peu froid mais la force d'être ensemble pour participer à la construction de mon élevage !

Nous avons su faire face à l'ampleur de la tâche.

Nous sommes venus à bout des 600 mètres de clôture.

Cela restera un beau moment à jamais gravé dans ma mémoire de paysan !

Merci encore à vous tous !

Sébastien, maintenant « Astaciculteur »



Chantiers Paysans

Mais où sont donc passés les escargots !!!

Chantier chez Dominique Cresson

Il était grandement temps de rentrer les escargots de Dominique ! En effet, ces petites bêtes doivent être au chaud (et bien plus que ça encore car Dominique s'est déjà mis aux fourneaux pour s'occuper de leur sort) avant les premiers grands froids. En comité assez restreint (8 personnes), nous avons récolté le premier parc lors du chantier du samedi 22 octobre. L'auberge espagnole a permis à deux participants ayant un projet hélicicole et brassicole de glaner de nombreuses informations.



Une clôture ou sauvetage des pieds de tomates!!!

Un chantier a été réalisé chez Martine et Gilbert Vanpouille en partenariat avec AVENIR, l'Association Régionale des AMAP et l'AMAP d'Angres et Environs.

Celui-ci a consisté en l'installation d'une clôture afin de mettre les chèvres et les moutons en pâtures sans qu'ils aient accès aux champs. Mais le jour J, cela n'était plus une priorité. Nous devons aussi sauver les tomates !!! Nous avons donc organisé deux groupes de travail et le tout dans la bonne humeur.



Vie du réseau...

Journée Installation et Transmission

Organisée à l'initiative de cinq structures (l'Afip, AVENIR, le Cedapas, la confédération paysanne et Terre de liens), la journée sur l'installation et la transmission a eu lieu le 3 octobre dernier à Lille. Elle a réuni une soixantaine de participants. Discuter, mieux se connaître, échanger, apprendre, se former et défendre ensemble les valeurs qui nous animent, tels étaient les objectifs de la journée.

Travaillant sur ces enjeux depuis plusieurs années en interne puis en réseau, cette journée a aussi été imaginée comme une participation concrète à la construction d'une vision globale des politiques. Enfin, les organisateurs de la journée l'ont voulue conviviale et ouverte au plus grand nombre. Adhérents et sympathisants, citoyens et paysans, se sont donc rencontrés pour élargir le cercle et produire une réflexion riche et créative.



Petit tour des propositions ou chantiers évoqués en cours de journée :

Évaluer et être plus visible, travailler localement, concilier travail technique et représentation politique, créer un site internet, intégrer les parcours d'installation au niveau de l'installation et de la transmission : accompagner les installations "atypiques" et la transmission des exploitations "traditionnelles", soutenir la diversification et les projets collectifs, réfléchir à des systèmes juridiques différents et adaptés aux projets innovants, continuer à créer ou préserver la valeur ajoutée des fermes, laisser plus de place aux femmes dans l'agriculture, réfléchir en collectif à une coordination, réfléchir au système de tutorat...

...Et autres partenaires

Plan Régional à la Création et la Transmission en Agriculture

Le Conseil Régional a lancé en mars dernier une mission d'enquête « Demain, je serai agriculteur », dont l'objectif est d'aboutir à un Plan Régional à la Création et la Transmission en Agriculture.

Quatre séances regroupant tous les acteurs agricoles ont eu lieu tout au long de cette mission d'enquête (menée par un cabinet d'étude).

Suite aux deux premières séances, notre réseau a fait deux contributions :

- une contribution concernant les politiques d'aide à l'installation et à la transmission, qui insistait bien évidemment sur le maintien et la création de petites fermes en montrant leurs intérêts pour le territoire. L'accent a été mis sur la sensibilisation des acteurs, qu'ils soient paysans, élus, ou citoyens ; et sur la solidarité. Nous n'avons pas non plus oublié de dénoncer les pratiques spéculatives et illégales des « fumures/arrières fumures ». Vous pouvez obtenir le document reprenant nos propositions sur demande.
- une contribution sur les enjeux de l'agriculture du Nord Pas de Calais visant d'une part à questionner le choix des enjeux retenus par le cabinet d'étude, et, d'autre part, à en proposer d'autres qui nous semblaient plus adéquats pour répondre aux problématiques agricoles actuelles en région. Voici un exemple de reformulation :

Enjeu proposé par le cabinet d'étude TERCIA : Attentes sociétales

Enjeu reformulé par le réseau : Quelle gouvernance pour un territoire? Qui décide du devenir d'un territoire? Comment décide-t-on du devenir d'un territoire?

Nous proposons ici de reposer la question du rôle de la société en générale dans les orientations agricoles (et de la représentation de cette société dans les choix effectués). Le risque, en employant la notion « d'attentes sociétales », est de poser l'hypothèse que la société est un marché de consommateurs, en « attente » des évolutions du monde agricole. En l'occurrence, nous pensons que la société dans son ensemble, agriculteurs comme consommateurs, doivent aujourd'hui peser dans les orientations agricoles et alimentaires.

La troisième réunion a eu lieu le 6 septembre, c'est au cours de celle-ci que les premières fiches actions ont été présentées en 6 thèmes à partir des 150 propositions recueillies : accueil-formation-suivi, transmission, territoire, foncier, acteurs économiques, financements publics. Nous y avons aussi entendu certains propos qui ont fait réagir les représentants du réseau : « les projets agrituraires sont non-viables ». Tout dépend de la définition que l'on donne à viabilité et comment les calculs sont effectués. Et oui, la comptabilité est aussi un instrument politique !

La conclusion a eu lieu le 17 octobre. Des « grands témoins » ont apporté leur éclairage sur la démarche de la mission d'enquête et sur le monde agricole. On notera par exemple la brillante prise de parole d'Anne-Marie Ducroux, directrice d' « Au nom du vivant », qui expliqua que le « discours monolithique proche d'imploser permettra l'apparition de nombreuses petites pépites » ainsi que l'interpellation de porteurs de projet s'étonnant qu'il n'y avait pas de questionnaires qui leur étaient spécifiquement destinés.

Jean-Louis Robillard vice président du conseil régional en charge de l'agriculture et ruralité a rappelé l'importance d'un accompagnement menant à une autonomie de décision et s'arrêtant sur l'articulation du projet de vie et du projet professionnel. Il parle aussi de projet de territoire de toutes les installations, faisant référence au décloisonnement des acteurs.

Comment le réseau s'est organisé pour faire entendre sa voix durant cette mission d'enquête ?

Une commission « référents PRCTA », composée d'administrateurs et de salariés des associations, a été créée en mars. Elle est coordonnée par AVENIR et s'est réunie plusieurs fois pour construire les contributions citées plus haut.

Et autres partenaires (suite)

Intervention auprès des professeurs des lycées agricoles privés du Nord Pas de Calais

Les professeurs des lycées agricoles privés de la région avaient deux jours de formation les 3 et 4 novembre derniers. Parmi de nombreuses offres (powerpoint, outils pédagogiques...), certains d'entre eux ont choisis de participer à la session « les agricultures alternatives », proposée par notre réseau de l'agriculture paysanne et biologique. AVENIR et le CEDAPAS sont donc intervenus pour faire débattre les professeurs sur les grands enjeux des modèles agricoles existants et leur présenter les acteurs (paysans et associations) de notre réseau. Les attentes étant d'ordre plutôt technique (cultiver en bio, en intégré...), un vent de déception a soufflé en fin de session. Cela constituait une première expérience pour nous (le fait d'intervenir devant des professeurs), nous allons donc faire en sorte de nous améliorer, sans déroger à notre but qui est de susciter des échanges et débats sur les modèles agricoles et de montrer qu'il est possible de faire autrement que le modèle dominant.

Actualité de l'agriculture...

Nous vous proposons dans ce journal un dossier sur les petites fermes, en mettant en parallèle deux articles.

Le premier article concerne les résultats du dernier recensement agricole qui montre la poursuite de la baisse du nombre d'exploitations .

Le second article est issu d'une étude que le CEDAPAS vient de faire paraître « L'Agriculture Paysanne pour maintenir les petites fermes dans le Nord Pas de Calais »(vous en aurez échos en deux fois, dans ce journal et dans le prochain). Ce travail démontre l'intérêt des petites fermes pour la société. Par ailleurs, la disparition d'un grand nombre d'entre elles est lié au fait qu'elles sont globalement peu reconnues et souffrent d'une image qui ne correspond pas à la réalité.

Ce document a été publié en septembre 2011 par le :



Centre d'Études pour le Développement d'une Agriculture Plus Autonome et Solidaire

40 avenue Roger Salengro 62223 Saint Laurent Blangy

Tél: 03 21 24 31 54 — mail: cedapas.npd@wanadoo.fr — site: www.cedapas-npd.org

Si vous souhaitez recevoir la brochure complète . Vous pouvez en faire la demande auprès du CEDAPAS

Il n'y a pas que le CEDAPAS qui dit ça ! Jean-François LeClanche, chercheur à Agrocampus à Rennes, a réalisé plus de cent cinquante visites de fermes de 2003 à 2007. Il conclut, à son tour, que «l'efficacité économique ne dépend pas de la taille de l'exploitation».

«Oui, les petites exploitations peuvent tout autant être utiles économiquement et durables. Cela doit interpeller les politiques publiques, car les petites exploitations sont nettement moins aidées que les moyennes ou les grandes. C'est une question d'équité», en déduit-il. «Cela doit aussi interpeller les territoires, qui peuvent agir pour favoriser l'installation ou la reprise des exploitations pour lesquelles il n'existe pas d'aides en deçà d'une surface minimale. C'est discriminant !», exprime le chercheur.

Recensement agricole : résultats 2010

Comme un grand plan de licenciements

Les chiffres du recensement agricole sont tombés en octobre : la France a perdu plus du quart de ses fermes ces dix dernières années. La Fnsea arrivera t-elle à ses fins, avec une agriculture réduite à 150 000 agrimanagers d'ici vingt ans ?

Comme après une longue et dure bataille, le temps était revenu cette année de se compter. Ainsi, le recensement de l'agriculture française vient de révéler la disparition de 127 000 exploitations entre 2000 et 2010, soit 26 % des outils de production. Les commentateurs ne s'émeuvent pas trop, parlant sereinement d'amélioration de la productivité, de transformation de l'agriculture, de restructuration, de dégringolade moins pire qu'ailleurs puisque l'Allemagne a sacrifié 36 % de ses fermes, et les Pays Bas 29 %...

Peu de critiques sur les causes liées au démantèlement de la Pac, coupable de profondes crises à répétition, d'effritement des prix : tout cela serait dans l'ordre des choses. Les producteurs de céréales et de grandes cultures sont peu concernés - « résistent mieux », disent-ils, mais là aussi, pas de commentaire sur les disparités de revenu, l'émargement inéquitable au budget de la Pac et l'argent goinfré pour transformer les surplus en éthanol.

Ceux qui paient l'ardoise (l'élevage, la polyculture, la viticulture courante) ne sont que ceux végétant à des niveaux de revenu inférieurs au Smic. 40 % des fermes laitières ont éteint définitivement la machine à traire et ne sont plus que 50 200 sièges de production... avec un troupeau en progression de 36 %. L'élevage hors sol n'est pas épargné : les éleveurs de porcs spécialisés se comptent à 63 000 contre 79 000. Et la viticulture accuse les conséquences des crises et plans d'arrachage, passant de 97 600 à 70 000.

Dans la ferme France, il ne reste que 490 000 exploitations, comptant 604 000 « chefs d'exploitation » et la surface moyenne gagne 13 hectares, passant de 42 hectares à 55.

Signe (peut être) de résistance, 25 % ont moins de 6 hectares et sont sans doute pour la plupart dans les 90 500 exploitations qui commercialisent en circuits courts et vente directe, ou des 120 000 qui ont une production sous signe de qualité (AOC, IGP, labels). Le ministère de l'Agriculture s'est dit satisfait de constater le maintien, pourtant à son insu, de ces petites fermes. A l'autre extrémité, les 10% des plus grandes (50 000) dépassent 143 hectares et exploitent la moitié de la surface agricole utile (SAU) nationale.

Fait de société, les formes sociétaires sont en forte progression, sans pouvoir identifier ce qui relève du choix ou de la contrainte. Le statut individuel ne concerne plus que 32 % des exploitations (157 000).

Quant aux salariés agricoles, ramenés en unité de travail annuel, ils se comptent à 750 000.

Le ministre de l'Agriculture essaie de vendre un peu de bonheur et de félicité, rappelant qu'avec 66 milliards d'euros de chiffre d'affaires, l'agriculture française reste la première dans l'Union Européenne. Mais, silence radio sur ce qui s'apparente à un licenciement annuel de 15 000 actifs non remplacés, sur les modes de production profondément modifiés, sur la progression d'une agriculture énergivore, grande consommatrice de molécules pétrochimiques et la menace d'une France dorénavant céréalière et laissant périlcliter son élevage.

Au fait, un ministre, ça sert à décider ou à reconforter ?

Christian Boisgontier

Source : Article de Campagnes Solidaires de novembre 2011

Le Nord-Pas-de-Calais : même causes, même effets.

Le nombre d'exploitations est de 13 500 en Nord-Pas de Calais, celles-ci occupent 817 700 hectares de surface agricole utilisée en 2010. Depuis 2000, la SAU a régressé de 20 500 hectares, soit plus de 2 000 hectares par an. La région ne connaissant pas de déprise agricole, la perte de surface est liée à l'artificialisation des sols notamment au profit de l'habitat individuel et des infrastructures dans une moindre mesure.

Ce que l'on oublie souvent de dire c'est que 35000 ha* changent de main chaque année. Quelle part va à l'installation ? Pourquoi cette part peine à augmenter ? De plus, il faut noter que l'artificialisation entraîne une perte de 6* emplois agricoles par an pendant que l'agrandissement des fermes en entraîne 750* !

**chiffres annoncés par le cabinet TERCIA lors de la réunion de la mission d'enquête du PRCTA du 6 septembre*

Ce sont 4 600 exploitations qui ont disparu. La part des exploitations orientées vers les grandes cultures domine et a fortement augmenté passant de 35 % du nombre d'exploitations en 2000 à 44 % en 2010, et leur nombre de 5 900 en 2010 n'a diminué que de 6 %. A l'inverse les exploitations ayant des productions animales représentent en 2010 52 % des exploitations en 2010, alors qu'elles représentaient 60 % d'entre elles en 2000, soit une diminution de 36 %. La restructuration et la concentration du secteur laitier se sont poursuivies : - 36 % d'exploitations en bovins lait. Le nombre d'exploitations mixtes régresse rapidement : - 35 % d'exploitations de polyculture et polyélevage entre 2000 et 2010. Les exploitations en maraîchage et horticulture ont disparu aussi au rythme de - 35 %.

19 % des exploitations commercialisent en circuits courts, pour 17 % en moyenne nationale. Le plus utilisé est, de loin, la vente à la ferme. Les fermes pratiquant le circuit court emploient 2,3 unités de travail pendant que la moyenne régionale est de 1,5.

Données extraites de Agreste Nord-Pas de Calais RGA 2010, téléchargeable sur <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/en-region/nord-pas-de-calais/#region807>

IMAGE DES PETITES FERMES ...



L'étude menée par le CEDAPAS a mis en avant un fort sentiment de manque de reconnaissance des paysans interrogés vis à vis des organismes du monde agricole (conseillers techniques, banques, coopératives, lycées agricoles...) mais également de la part des institutions et du grand public en général. L'image véhiculée des petites fermes est souvent un peu vieillotte et nostalgique, celle de fermes inadaptées et vouées à disparaître. Nous reprenons ici 4 idées reçues largement répandues que nous avons souhaité revisiter.

Les citations qui illustrent ces 4 thèmes sont issues de l'étude menée entre 2007 et 2010.

"Quand je dis que je vis sur 24 hectares, on ne me prend pas au sérieux"

Idée reçue n°1:
« Les petites fermes ne sont pas viables »



crédit photo: CEDAPAS

L'impossibilité de dissocier viabilité et vivabilité

Le revenu comptable est bien entendu le premier critère de la viabilité.

Il n'est en revanche ni satisfaisant ni suffisant. Il est souvent le résultat de stratégies comptables et fiscales et reflète peu la réalité du revenu disponible. L'étude du CEDAPAS a montré que d'autres facteurs contribuent à faire vivre une ferme de manière durable. La participation de l'activité agricole au niveau de vie global ou l'atteinte des objectifs propres à l'agriculteur sont des critères de réussite qui participent à la viabilité de la ferme. Les éléments liés au travail (pénibilité, temps de travail, qualité du travail) sont également des facteurs importants de vivabilité donc de viabilité. Le fait de pouvoir se libérer du temps, par exemple, va favoriser l'équilibre personnel et familial, mais va aussi permettre une ouverture sociale et professionnelle à travers des engagements extérieurs, la participation à une formation, etc. Enfin, l'autonomie, qu'elle soit de décision, mais également technique et financière, est mise en avant par les paysans comme facteur à prendre en compte quand on aborde le thème de la viabilité de leur ferme.

La crise laitière de 2009 est un exemple intéressant parce qu'elle montre que ce ne sont pas les fermes les plus grosses qui ont été les moins touchées. Les fermes plus petites, plus autonomes financièrement et techniquement sont finalement moins fragiles et plus résilientes.

L'étude du CEDAPAS a fait ressortir l'importance de redéfinir les critères de viabilité d'une ferme, et notamment en partant des paysans eux-mêmes.

« Le but, c'était de pouvoir permettre aux enfants d'aller là où ils voulaient aller, donc ils ont fait des études supérieures, ils ont réussi. L'objectif est atteint. L'objectif matériel, c'est pareil, on a une maison, on a ce qu'il faut »

« Je cherche toujours à récupérer de l'autonomie [...], à avoir un maximum de libertés par rapport à tout ce qui est autour de nous et ne pas être lié à un fournisseur qui oblige à acheter ça, à produire de telle façon... »

« On a du temps pour nous, pour faire autre chose, ... on a des engagements extérieurs ...ça me générerait beaucoup si je ne pouvais pas faire autre chose. »



Idée reçue n°2:

« Les petites fermes ne sont pas professionnelles car elles ne subsistent que grâce à un revenu extérieur »



crédit photo: CEDAPAS

« Si ma femme n'avait pas travaillé à l'extérieur, c'est bien possible que je n'aurais pas pris ce risque »

« Y'a un salaire extérieur mais il n'y a pas de main d'œuvre de ce côté-là non plus. Tout seul, tout passe par une paire de mains, les tâches d'élevage, l'entretien, la culture, la comptabilité... Ceux qui sont en couple, c'est réparti. C'est vrai que si dans une famille, il y a deux sources de revenus, c'est plus facile de vivre que si il y en a qu'un seul. »

« Quand tu as repris, j'ai été obligé de rester travailler à l'extérieur car il y avait des emprunts à rembourser...C'était un choix de nous deux. »

« Au niveau main d'œuvre, j'étais limité car [mon épouse] continuait à travailler pour rembourser les emprunts. »

Le revenu extérieur est-il une spécificité des petites fermes?

Quel est le lien entre revenu de la ferme et revenu extérieur (conjoint ou double activité) ?

Lors de nos entretiens, la majorité des fermes ayant répondu avait un revenu extérieur. Elle sont plus nombreuses parmi les fermes percevant plus d'un SMIC de revenu agricole (80% de celles-ci) et représentent uniquement la moitié de celles percevant moins d'un SMIC.

L'activité qui y contribue peut être choisie (choix du conjoint ou activité pré-existante du chef d'exploitation lors de son installation) ou forcée (pour permettre au ménage de vivre, pour rembourser les emprunts de la ferme). D'après un article INRA / INSEE de 2006¹, un agriculteur sur trois en France perçoit un revenu d'activité non agricole supérieur à un demi-SMIC net annuel (exploitations professionnelles uniquement). Cette donnée est difficilement comparable puisque notre étude ne nous a pas permis de connaître avec précision le montant du revenu extérieur. Toutefois, elle montre que l'activité extérieure est plutôt courante parmi les ménages agricoles français de manière générale. S'il n'a pas de lien direct (ne contribue pas directement au revenu de la ferme), le revenu extérieur apporte néanmoins une sécurité en facilitant les investissements (nombreux cas d'autofinancement), en sécurisant la trésorerie de la ferme, et en permettant de faire face aux périodes creuses.

Le revenu extérieur est donc un élément courant permettant à de nombreuses fermes, de toutes tailles, de continuer à exister.

C'est un fait, qu'il ne faut pas négliger, mais qui ne remet pas en question l'intérêt des petites fermes et leur viabilité.

Il est intéressant par contre de comprendre pourquoi ce revenu extérieur participe à l'équilibre de la ferme (financier, économique, mais également social et familial), et de mettre en place des mécanismes pour limiter la dépendance lorsqu'elle existe, et limiter les situations tendues du fait d'une activité extérieure forcée, notamment en terme de charge de travail.

¹Site web de l'INSEE, Tableaux de l'Economie Française - Edition 2008, source des tableaux : service de la statistique et de la prospective (SSP), recensements agricoles et enquêtes Structure.



crédit photo: CEDAPAS



Autres informations

Les cotisants solidaires, espoir de la relève paysanne.

En Languedoc-Roussillon comme ailleurs, les cotisants solidaires sont un des espoirs de la relève paysanne. Forte mobilisation dans la région pour qu'ils récupèrent tous leurs droits.

Le 11 juin 2011, lors de L'AG de la MSA locale; Une motion a été proposée par les élus Conf' et distribués à tous les participants, a été votée à l'unanimité, moins quelques abstentions.

Dans cette motion, figurent les éléments suivants :

- l'obtention du statut de chef d'exploitation et donc tous les droits afférents—pour tous les agriculteurs travaillant des surfaces comprises entre 1/8 et 1/2 SMI;

- La mise en place d'une cotisation sociale totale minimale sans Arnexa (assurance-maladie) si l'exploitant est couvert par la CMU, avec un système d'exonération dégressif;
- La prise en compte des points retraites pour la période où l'exploitant était cotisant solidaire;
- Le retour de la cotisation de solidarité appliquée aux personnes qui utilisent des terres pour des activités de loisirs et pour les associés non exploitants d'EARL.

Article Campagnes solidaires N° 267 novembre 2011—Dossier page 6-

Retraites

Les 25 meilleures années, un leurre.

La FNSEA a lancé fin septembre une pétition pour l'amélioration des retraites des paysans. Le piège, c'est qu'elle propose la prise en compte des 25 meilleures années, comme pour le régime général, afin de permettre un relèvement, ce qui peut paraître séduisant. Pourtant, une étude de la MSA, réalisée en 2006 mais qui reste tout à fait d'actualité, démontre que seuls les chefs d'exploitation classés moyens et

gros revenus seraient bénéficiaires. En réalité, 75 % des retraités et futurs retraités agricoles ne connaîtraient aucun changement. En revanche, les « hauts revenus » qui cumulent le maximum de points connaîtraient une amélioration de 23,5 %

Article Campagnes solidaires N° 267 novembre 2011—page 7-

Y a le choix

Le financement public des associations passe par les appels d'offres et les marchés concurrentiels, et moins par la subvention. Il n'y a plus le choix désormais, disent des élus. « *C'est faux !* », affirme un groupe d'associations dans sa campagne d'information intitulée « Y a le choix ! ».

En janvier 2010, **la campagne régionale « Y'A LE CHOIX ! » a sensibilisé élus et techniciens comme les acteurs associatifs, sur les changements prévisibles des modes de financement public des associations et leurs effets probables**, en alertant sur l'accroissement des difficultés auquel elles sont confrontées d'une manière plus générale.

Le collectif (composé de APES, AROFESEP, Atelier la Talvère - Pierre Davreux, CPCA, CRESS, Fédération des Centres Sociaux du Nord, MRES, Rhizomes, T'OP !, URIAE, URIOPSS,URCPIE, Graine Pays du Nord-Pas-de-Calais, Fédération Nord Nature Environnement) poursuit la mobilisation sur ces évolutions à l'œuvre et saisit les espaces et lieux

d'interpellation pour faire évoluer le mode de partenariat entre collectivités et associations, et appelle à :

- réhabiliter le financement public par subvention,
- promouvoir le marché non-concurrentiel à chaque fois qu'il est praticable,
- limiter le recours au marché concurrentiel au strict nécessaire.

Un texte qui a été écrit dans le cadre des États Généraux de l'ESS et qui rappelle à la fois le contexte français et européen et les possibilités d'actions au niveau des collectivités et des associations est téléchargeable sur

http://www.associations-dunkerque.org/actualites/268551_1campagne.pdf.

Annonces et divers...

Terres

À vendre bâtiment agricole sur une parcelle de 70 ares.
Exploitation spécialisée cultures maraîcher.

La parcelle est déclarée constructible pour un acquéreur maraîcher.

Localisation : Bâtiment agricole située dans la commune de Saint Omer à proximité du Marais Audomarois

Exploitation : Possibilités de mise en place de cultures maraîchères locales commercialisées en circuit court ou par l'intermédiaire des filières existantes.

Contexte : A vendre bâtiment agricole d'une superficie de 750 m² construit sur une parcelle de 70 ares. Pour le moment ce bâtiment est utilisé pour forcer des racines d'endives de manière traditionnelle. Il peut être aménagé pour d'autres utilisations. De plus l'acquisition de cet hangar fermé permettra de louer éventuellement 2 ha 50 de terre dans le Marais par tirage au sort, organisé par la commune de Saint Omer, de manière à constituer un outil de production.

Collaboration

Antoine, polyculteur (spécialisé pomme de terre) installé en EARL et co-gérant de la cahute fermière (point de vente collectif de Courcelles les Lens (communauté d'agglo Hénin-Carvin)) est intéressé pour aider (forme à définir) une futur-e maraîcher-e à s'installer sur Dourges.

Formation

CFPPA Lomme : **Certificat de spécialisation en Maraîchage Biologique du 6 janvier 2012 au 26 juin 2012.**

Renseignements au 03.20.57.97.22 ou 03.20.17.03.90

Matériel

Cherche caisse frigo et matériel de maraîchage : herse étrille, broyeur, tunnel pieds droits, planteuse deux rangs type super prefer, matériel pour cultiver des endives de pleine terre (tôles cintrées, transformateur, câbles chauffants).

Merci de bien vouloir prendre contact au 03 27 49 02 64 ou 06 70 61 73 78

ARCADE : Pour un accompagnement solidaire en milieu rural

Depuis 1992, Arcade accompagne des agriculteurs :

- ◇ Qui connaissent des difficultés,
- ◇ Qui souhaitent réorienter leur exploitation,
- ◇ Qui souhaitent faire le point sur leur exploitation et son avenir.

Forte de son expérience, Arcade paysans et Ruraux Solidaires met au service des agriculteurs une équipe de techniciens agricoles et juridiques et de bénévoles pour défendre leur point de vue et leurs intérêts.

En Nord-Pas-De-Calais, il existe 3 antennes :

- Ambricourt : 03.21.04.99.25,
- Hazebrouck : 03.28.41.39.39
- Avesnes sur Helpe : 03.27.57.88.42

Adhésions

Vous pouvez adhérer au titre de l'année 2011 ou 2012 à AVENIR !

Le bulletin d'adhésion est joint à cet envoi.

Solution de Avenir en Campagne N° 44

B	A	S	S	E	C	O	U	R		O	R	A	G	E		S	O	U	E
E	M	O	T	T	A	S		A	G	R	I	C	U	L	T	E	U	R	
T	E	R	R	E	S		E	T	A	G	E		S	E	I	G	L	E	S
A	N	T	I		E	S	T	I	V	E	N	T		E	T	A	L		U
I	D	E	E	S		P	E	S	E		T	R	I		O	L	I	V	E
L	E		S	E	M	E	U	S	E	S		A	R	E		A	E	R	E
	M	A		S	O	C	L	E		P	A	C	A	G	E		R	P	
S	E	R	F		L	I	E	R	A		B	T		O	R	M	E		V
I	N	C	U	L	T	E	S		G	O	R	E	T		E	U	S	S	E
S	T	E	M		O	U		E	R	R	E	U	R	S		L		A	R
A		A	I	R		S	I	L	O		G	R	A	I	N	E	S		G
L	O	U	E	U	S	E		E	N	T	E		C	L	O	T	U	R	E
	S		R	E	A		A	V	O	I	N	E		L	I	S	I	E	R
P	C	F		L	I	N	G	A	M		T	R	I	O	S		S	E	
R	U	R	A	L		U	R	G	E	R		M	I	N	E	E	S		A
O	L	I	V	E	R	A	I	E		O	U	I		S	T	R	E	S	S
D	E	C	I		E	T	C		B	U	T	T	E		T	S		O	S
U		H	A	I	E		O	B	E	I		A	C	R	E		D	U	O
C	R	E	T		N	O	L	I	S		A	G	R	E	S	T	E		L
T	E		I	L	S		E	N	T	E	T	E	E	S		O	T	H	E
I	N	N	O	V	E	S		E	I	R	E		M	I	L	I	T	E	
O	D	O	N		M	O	N	T	A		L	I	E	D		L	E	R	E
N	E	E		S	E	N		T	U	B	E	R	E	U	S	E		S	S
	M		M	O	N	D	E	E		E		A		S	O		V	A	S
S	E	M	E	N	C	E	S		I	C	O	N	E		T	A	I	G	A
A	N	O	R		A	S	S	E	C	H	E		P	O	T	A	G	E	R
U	T	I	L	E	S		O		T	A	U	R	I	N	E		N		T
R		S	E	P		T	R	I	E		F	E	E		S	T	E	R	E
E	O	S		I	L	I		M	R	P		G	R	S		C	R	I	
T	R	O	U	S		G	I	B	E	C	I	E	R	E	S		O	E	A
S	E	N	S		V	E	A	U		I	S	L	E		R	A	N	C	H